

**AFRICAN UNION**  
**الاتحاد الأفريقي**



**UNION AFRICAINE**  
**UNIÃO AFRICANA**

---

**Addis Ababa, ETHIOPIA    P. O. Box 3243    Telephone 517 700    Cables: AU, ADDIS ABABA**

---

CONSEIL EXECUTIF  
Cinquième session ordinaire  
23 Juin – 3 Juillet 2004  
Addis-Abeba (Ethiopie)

EX.CL/85(V)

**ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS  
DE MAPUTO ET D'ADDIS-ABEBA**

## ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS DE MAPUTO ET D'ADDIS-ABEBA

## ADMINISTRATION &amp; RESSOURCES HUMAINES

Decision: EX/CL/Dec.34 (III) Assembly/AU/Dec.22

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Etude comparative pour déterminer la catégorie du personnel ayant droit à l'indemnité de poste et/ou l'indemnité de logement	Administration et la mise en valeur des ressources humaines	Non spécifié	Etat de mise en oeuvre n'a pas encore commencé	Services d'experts extérieurs requis
Salaires du Président, du Vice-Président et des Commissaires	Direction de l'administration et de la mise en valeur des ressources humaines, de la programmation, du budget, des finances et de la comptabilité	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004	Décision appliquée à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004	S/O
Etude sur un pourcentage de l'indemnité pour frais d'études à payer au personnel recruté localement	Administration et la mise en valeur des ressources humaines	Non spécifié	La collecte des données a commencé	S/O
Indemnité journalière de subsistance	Direction de l'administration et de la mise en valeur des ressources humaines, de la programmation, du budget, des finances et de la comptabilité	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004	Décision appliquée à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004	Nécessité de réviser régulièrement le barème en consultation avec les Nations unies
Augmentation des horaires de travail officiels	Administration & développement des ressources humaines	A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004	Des consultations sont en cours pour faire des propositions concrètes	
Etude et proposition sur un régime de prestations médicales (Assurance –maladie et Plan d'assistance médicale)	Administration & développement des ressources humaines	Non spécifié	Les termes de référence sont élaborés et les discussions sont en cours pour sélectionner des consultants pour exécuter la tâche	Services d'experts extérieurs requis
Etude sur l'instauration d'une assurance – vie / accident / invalidité de l'Union africaine	Administration & développement des ressources humaines	Non spécifié	Les termes de référence sont élaborés et les discussions sont en cours pour sélectionner des consultants pour exécuter la tâche	Services d'experts extérieurs requis
Etudes sur l'instauration des modalités pour le fonds de formation de l'UA	Administration & développement des ressources humaines	Non spécifié	Les termes de référence sont élaborés et les discussions sont en cours pour sélectionner des consultants pour exécuter la tâche	Services d'experts extérieurs requis
Etude sur les frais de voyage (indemnité de kilométrage)	Direction de l'administration et de la mise en valeur des ressources humaines, de la programmation, du budget, des finances et de la comptabilité	Non spécifié	Les termes de référence sont élaborés et les discussions sont en cours pour sélectionner des consultants pour exécuter la tâche	Services d'experts extérieurs requis

**ADMINISTRATION & RESSOURCES HUMAINES****Décision:** EX/CL/Dec.34 (III) Assembly/AU/Dec.22

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Préparation d'un régime/ Code de discipline	Administration & développement des ressources humaines, Bureau du Conseiller juridique	Non spécifié	N'a pas commencé	Nécessité de comparer avec les autres organisations
Mise en œuvre du système de quotas	Administration & développement des ressources humaines	Immédiat	La décision sera appliquée au cours du processus de recrutement à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004	
Motivation du personnel : principe de récompenser le personnel en raison de ses excellents états de service	Administration & développement des ressources humaines	Non spécifié	L'étude interne a commencé	Services d'experts extérieurs requis
Evaluation du personnel : comparaison avec le système en vigueur aux Nations unies	Administration & développement des ressources humaines	Immédiat	Le travail préliminaire a commencé. Les termes de référence sont rédigés et les consultations sont en cours pour sélectionner des consultants pour exécuter la tâche	Services d'experts extérieurs requis
Etude sur le Plan de pension de groupe de l'UA	Administration & développement des ressources humaines	Non spécifié	Les termes de référence sont élaborés et les discussions sont en cours pour sélectionner des consultants pour exécuter la tâche	Services d'experts extérieurs requis
Révisions des Salaires de la Commission	Direction de l'administration et de la mise en valeur des ressources humaines, de la programmation, du budget, des finances et de la comptabilité	Tous les cinq ans	La révision n'a pas commencé	Services d'experts extérieurs requis

**Décision:** EX/CL/Dec.83 (IV)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Recrutement	Direction de l'administration et de la mise en valeur des ressources humaines	15 semaines à partir de l'adoption des termes de référence par le COREP c'est-à-dire le 14 avril 2004	-57 postes ont été déjà publiés et des demandes ont été reçues  -Les termes de référence ont été approuvés par le COREP et des efforts sont en cours pour sélectionner un groupe de consultants pour examiner les demandes	

**ADMINISTRATION & RESSOURCES HUMAINES****Décision:** EXT/EX/CL/Dec.5 (III) Doc EXT/EX/CL/6 (III)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Etude sur le classement des postes de chefs des Bureaux régionaux et de représentation	Administration & développement des ressources humaines	Non spécifié	L'étude n'a pas encore commencé	Services d'experts extérieurs requis

**COMMUNICATION & INFORMATION****Décision:** AHG/Dec.160 (XXXVII)

<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Popularisation de l'UA	Communication & Information (une tâche spécifique confiée aux Etats membres en collaboration avec la Commission de l'UA sous l'égide de ce service)	Processus continu	Néant	Notre objectif est d'aboutir à la convergence de la stratégie de communication de l'UA avec celles des Etats membres, des CER et d'autres organes statutaires de l'UA, des programmes et des institutions spécialisées dans le processus de popularisation

**Décision:** CM/Dec.505 (LXXI)

<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Décision du Conseil des Ministres sur l'information et la communication en Afrique	Division de la Presse et de l'Information	Approuvé en mars 2000	Néant	Doit être révisée le plus tôt possible

**Décision:** Décision 6(iii) Conseil exécutif

<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Sommet mondial sur la société de l'information – juillet 2003 – Maputo (Mozambique)	Communication & Information	Décembre 2005	Néant	Préparation du rapport du Président au Conseil exécutif en juillet 2004

**COOPERATION AFRO-ARABE****Décision:** EX/CL/Dec.53(III) sur la Coopération Afro-arabe

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Convoquer la 2 <sup>ème</sup> réunion des experts indépendants sur la relance de la Coopération Afro-arabe	UA et Ligue arabe	Fin janvier 2004	Les contacts ont été établis avec le Secrétariat de la Ligue arabe et il est procédé actuellement à l'identification des experts autres que ceux qui étaient présents à la première réunion. La réunion est programmée pour janvier 2004 à Addis-Abeba	
Demander au Burkina Faso et au Zimbabwe de communiquer les noms de leurs représentants au Conseil scientifique de l'Institut Culturel Afro-arabe.	Burkina Faso, Zimbabwe, UA		Les deux pays concernés ont déjà été saisis, bien avant le Sommet de Maputo. Le Burkina Faso a soumis deux noms. Il lui a été demandé de communiquer les CV de ses deux experts pour que l'Institut en retienne un seul. Deux lettres de rappel ont été adressées au Zimbabwe	
Mettre en oeuvre les décisions de la Commission permanente de la Coopération afro-arabe.			Les décisions concernant le Forum sur les investissements dans l'agriculture, la mise en place de l'Institut Culturel Afro-arabe et la réunion des experts indépendants sur la relance de la Coopération afro-arabe ont été exécutées à des degrés divers. En revanche, il reste à étudier les modalités de création d'une zone d'échanges préférentiels afro-arabe et d'octroi par les pays pétroliers, de concessions tarifaires aux pays non producteurs de pétrole.	
Commencer sans tarder à préparer la 2 <sup>ème</sup> phase du Forum sur les investissements afro-arabes dans le domaine de l'agriculture.	UA	2 <sup>ème</sup> semestre 2004	Les pays et les REC d'Afrique orientale et australe seront saisis incessamment (octobre 2003) pour les informer du projet et susciter des offres pour abriter le deuxième forum. Ce Forum peut se tenir dans la deuxième moitié de l'année	
Soumettre les conclusions des 2 réunions d'experts pour approbation et suivi à la 13 <sup>ème</sup> session de la Commission permanente de la Coopération Afro-arabe.	UA et Ligue arabe		Des consultations sont en cours pour s'assurer que la 13e session de la Commission permanente pour la Coopération afro-arabe (12 Ministres africains et 12 Ministres arabes) pourra se tenir en mars 2004 avec les meilleures garanties de succès. La Libye et le Soudan seront également consultés pour que l'un ou l'autre abrite la Commission qui examinera, entre autres, les conclusions des deux réunions des experts et prendra les mesures de relance appropriées.	Date à déterminer pour convoquer la 13 <sup>ème</sup> session

**COOPERATION AFRO-ARABE****Décision:** EX/CL/Dec.54(III) sur le Fonds Spécial d'assistance d'urgence pour la lutte contre la sécheresse et la famine en

<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Apporter une aide financière au Fonds.	Etats membres, UA		Aucune action n'a été entreprise. Le Comité directeur du Fonds sera convoqué pour discuter un programme de mobilisation de fonds en marge du prochain Conseil exécutif.	
<b>Décision:</b> EX/CL/Dec.68(III) sur la Conférence de la jeunesse afro-arabe				
<b>Activité</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Préparer, mobiliser les pays et ONG et participer.	UA, Etats membres, ONG		Préparation de documents et autres formes de participation en consultation avec le Département chargé du Développement des Ressources humaines	Entrer en contact avec le Soudan.
<b>CSSDCA</b>				
<b>Décision:</b> EX/CL/Dec. 21 (III)				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
ECOSOCC	CSSDCA	Mars – juillet 2004	Le projet doit être examiné par le COREP avant d'être présenté au Conseil exécutif et à la Conférence en juillet 2004	Impérativement nécessaire de fixer la date de l'examen par le COREP pour début mai – rappel.
<b>Décision:</b> Ext/EX/CL/Dec.6(III)				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Diaspora	CSSDCA	Juillet 2004	Atelier technique prévu en fin mai 2004 à Trinidad et Tobago	Autorisation nécessaire pour convoquer l'atelier.

**CULTURE****Décision:** EC/CL/Dec.67(III) sur la Convention internationale sur la diversité culturelle**Activités**

S'abstenir de tout engagement de libéralisation à l'OMC en matière de services, biens et produits culturels, et ce, afin de ne pas compromettre l'efficacité des instruments visant à la promotion et au soutien de la diversité culturelle.

**Département concerné**

UA, Etats membres

**Délais d'exécution****Etat de mise en oeuvre**

Sensibilisation et mobilisation des pays membres et des organisations partenaires (UNESCO, OIF, Alliance Globale, RIDC) afin que des engagements ne soient pas pris dans le sens de la libéralisation des échanges des produits culturels et pour l'adoption par la Conférence générale de l'UNESCO en 2005 d'une Convention

**Observations**

**CULTURE****Décision:** EX/CL/Dec.69(III) sur la création d'une Commission du Cinéma et de l'Audiovisuel et d'un Fonds de promotion

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
<p><b>1.</b> Mettre en oeuvre les dispositions pertinentes du Plan d'action de Dakar sur les industries culturelles adopté par le Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA réuni en juillet 1992 à Dakar (Sénégal).</p> <p><b>2.</b> Prendre les dispositions nécessaires, en coopération avec la Fédération panafricaine des cinéastes, FEPACI, L'URTNA, le MASA, le FESPACO, l'UNESCO et toutes les parties prenantes pour mener les consultations et les études préalables et pour créer une Commission africaine du cinéma et de l'audiovisuel, d'une part, et un Fonds de promotion de l'industrie du cinéma et des programmes de télévision en Afrique, d'autre part.</p> <p><b>3.</b> Veiller à ce que les statuts de ces structures permettent d'y associer l'Union africaine, les CER, les gouvernements africains, ainsi que le secteur privé et la société civile.</p>	<p>UA, Etats membres, FEPACI</p>		<p>Cette décision a été examinée par le Comité de rédaction et transmise indûment au Conseil exécutif, alors que la présentation du point n'a été faite qu'au Sommet par le Président Kerekou du Bénin. Entre autres points non reflétés dans la décision, le Président a recommandé la prise en compte de la culture dans le NEPAD, ce dont tous les intellectuels, penseurs et créateurs adeptes de l'innovation dans les affaires africaines, se félicitent. Il conviendrait en conséquence de compléter à posteriori les termes de la décision.</p> <p>Président Kerekou, le secrétariat du NEPAD a demandé à l'UNESCO d'organiser en coopération avec la Commission, une conférence internationale sur la culture et le NEPAD. La réunion d'experts chargés de préparer cette conférence a eu lieu en septembre 2003 à Abidjan. La Commission y a participé. Plus généralement, les conditions de mise en oeuvre de toute la Décision seront discutées lors du Congrès Culturel Panafricain dont la réunion préparatoire a déjà eu lieu au Bureau de l'UA à Nairobi en décembre 2002. Les fonds prévus au budget pour ce congrès sont insuffisants.</p>	<p>Demande de Fonds pour organiser le Congrès Culturel Panafricain.</p>



**CULTURE****Décision:** EX/CL/Dec.71(III) sur les symboles de l'UA

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Soumettre à la Commission, dans les meilleurs délais, les nom et adresse complète des experts de chacune des 5 régions africaines, pour constituer les jurys de présélection, que ce jury soit convoqué en temps opportun	AU, Doyens régionaux (Algérie, Gabon, Lesotho, Liberia, Tanzanie), Etats membres	9 - 18 février 2004	La date limite pour soumettre les dossiers a été portée au 30 octobre 2003. A ce jour, aucun des 20 pays à contacter par les 5 doyens régionaux (Algérie, Gabon, Lesotho, Liberia, Tanzanie) n'a communiqué le nom de son expert. La réunion des experts est prévue du 9 au 18 février 2004 à Addis-Abeba et les conclusions des experts seront soumises au prochain Conseil exécutif. Il faut signaler qu'un courant d'opinion non négligeable suggère que l'on retienne tout ou partie des symboles existants.	

**AFFAIRES ECONOMIQUES****Décision:** AHG/DEC.160 (XXXVII)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Réunion du Comité de coordination	CER, CEA, BAD	Octobre 2004	En cours d'exécution	Elle sera présidée par le Président de la Commission pour, entre autres, adopter le nouveau Protocole.
Révision du protocole régissant l'Union africaine et les CER	CER, CEA, BAD	10 – 12 mai 2004	Réunion des fonctionnaires de la Commission et des CER pour examiner, entre autres, le projet de Protocole. Les préparatifs vont bon train	

**Décision:** AHG/OAU/AEC/DEC.1(II) Par. 12 (c) et EX.CL/Dec.9 (II)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Coopération internationale Suivi du Sommet Afrique-Europe	Union européenne		Activité en cours d'exécution.  Se référer au rapport du Président de la Commission pour le bilan à mi-parcours	La troïka ministérielle vient de se tenir à Dublin (1 <sup>er</sup> avril 2004)

**Décision:** AHG/OAU/AEC/DEC.1(II) Parg. 11b

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Coopération internationale Suivi de l'initiative TICAD	Japon, Chine		La Commission a suivi tout le processus de préparation de la TICAD III et a participé aux activités de cette TICAD III, voir rapport du président de la Commission et les recommandations qui y sont associées	Les contacts sont en cours avec les autorités du Japon pour leur soumettre des projets économiques

**Décision:** EAHG/DECL.1(III), EAHG/2 (III)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Groupe de contact sur la dette africaine (le désendettement)	Etats membres, Partenaires au développement		Activité à enclencher après le Sommet de juillet 2004	Les préparatifs vont bon train

**Décision:** EX.CL/Déc. 5(II) liée au budget 2003, Conseil exécutif de N'djamena

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Renforcement des capacités Programme de formation sur l'intégration économique en Afrique	CER, Etats membres		-En cours d'exécution  La session anglophone a débuté le 19 janvier 2004 et a pris fin le 20 février 2004  La session francophone débute le 22 mars 2004 et prendra fin le 23 avril 2004	Activités à maintenir dans le temps compte tenu de l'enthousiasme manifesté par les Etats membres et les CER  Elle est intégrée dans le programme quadriennal
Les « Vendredis » de la Commission	COREP, Université d'Addis-Abeba		Démarrera dès l'adoption du programme quadriennal	Cette activité est intégrée dans le programme quadriennal

#### AFFAIRES ECONOMIQUES

**Décision:** EX.CL/Dec. 5(II) liée au budget 2003, Conseil exécutif de N'djamena

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
La Revue africaine de l'intégration économique	Association des Universités africaines, Centres africains de recherche		Contribution de l'intelligentsia africaine et non-africaine au processus de l'intégration  Activité en cours d'exécution. Actuellement, le Comité scientifique est en train d'être mis en place	Cette activité est intégrée dans le programme quadriennal

**FINANCE****Décision:** EX/CL/Dec.22(III)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations
Réunion des Experts des Etats membres sur les autres sources de financement de l'Union africaine	Direction de la Programmation, de la budgétisation, des finances et de la comptabilité (PBFC)	5 <sup>ème</sup> Session du Conseil exécutif	La réunion du groupe de 15 experts des Etats membres a eu lieu du 3 au 5 mai 2004. Les recommandations faites au cours de cette réunion sont contenues dans le rapport qui sera soumis à l'examen de la 8 <sup>ème</sup> session du COREP et à la 5 <sup>ème</sup> session du Conseil exécutif	

**Décision:** EX/CL/Dec.23(III)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Budget pour la période de septembre à décembre 2003	Direction de la Programmation, du Budget, des finances et de la comptabilité (PBFC)	Septembre à décembre 2003	La décision a été mise en œuvre, le budget pour ladite période ayant été exécuté.	

**Décision:** EX/CL/Dec.24(III)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Budget pour l'exercice 2004	Direction de la Programmation, du Budget, des finances et de la comptabilité (PBFC)	Janvier à décembre 2004	Mise en œuvre en cours	Paragraphes (ii) et (iii) n'ont pas été mis en œuvre à cause du programme de quatre ans en cours d'élaboration

**Décision:** EX/CL/Dec.25(III)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Recommandation du Sous-comité des contributions	Direction de la Programmation, du Budget, des finances et de la comptabilité (PBFC)	Immédiat	Toutes les dispositions de la décision ont été mises en oeuvre	

**FINANCE****Décision:** EX.CL/Dec.35(III)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Révision du barème des contributions	Direction de la Programmation, du Budget, des finances et de la comptabilité (PBFC)	1 <sup>er</sup> janvier 2004	Le nouveau barème des contributions est entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2004 et les contributions relatives au budget 2004 ont été réparties entre les Etats membres sur sa base, sauf en ce qui concerne l'Algérie à laquelle la Conférence a accordé un moratoire de cinq ans.  Les réajustements prévus au paragraphe (ii) sont en cours de préparation et seront soumis à l'examen du Comité ministériel <i>ad hoc</i> début juillet 2004	

**GENRE**

**Décision:** ASS/AU/Dec.13 (II) – Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Plaidoyer pour la signature et la ratification du Protocole sur les femmes et pour le dépôt des instruments de ratification auprès de la Commission de l'UA	Le Département des Affaires politiques est le Département de tutelle en étroite collaboration avec le Bureau du Conseiller juridique et la Direction du Genre	A partir de 2004	Des consultations internes ont été engagées sur les activités de suivi et les sources de financement	Des consultations doivent être entamées avec les partenaires, en particulier la société civile sur la stratégie de plaidoyer à adopter

**Décision:** EX/CL/Dec.66(III), 1. Elaboration d'une politique et d'une Déclaration de l'UA sur le genre

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Préparation des termes de référence pour le projet. Examen des CV et identification des consultants. Elaboration du projet de document. Consultations des parties prenantes de l'intérieur et de l'extérieur avec les CER, les Etats membres, les institutions du système des Nations unies et autres parties prenantes. Convocation d'un séminaire de validation. Présentation du projet de document aux organes de décision de l'UA.	Direction du Genre	2004 – 2006	Réunion du groupe de travail sur le genre tenue, consultations et recommandations faites concernant le contenu et le processus d'élaboration - CV examinés et consultants identifiés – Termes de référence du projet en préparation. Les consultants participeront à la prochaine deuxième réunion du groupe de travail sur le genre pour avoir des directives sur leur travail et commencer immédiatement la finalisation du projet de politique.	La qualité et le succès de la politique dépendent de la façon dont des diverses parties prenantes s'y identifient et se l'approprient. Donc, l'élaboration de la politique doit être un processus basé sur des consultations les plus vastes possibles et sans exclusive. Cela signifie qu'il faut réserver suffisamment de temps et de ressources pour le processus qui ne peut pas être un « gain immédiat » : le projet de politique doit être minutieusement examiné & convenu avec les diverses parties prenantes

**GENRE****Décision:** EX/CL/Dec.66(III), 2. Elaboration d'une stratégie pour l'intégration du genre dans les activités de la Commission

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Préparation des termes de référence pour le projet. Examen des CV et identification des experts. Elaboration du projet de document. Consultations des parties prenantes de l'intérieur et de l'extérieur avec les CER, les Etats membres, les institutions du système des Nations unies et autres parties prenantes. Convocation d'un séminaire de validation. Présentation du projet de document aux organes de décision de l'UA.	Direction du Genre	2004 – 02005	Réunion du groupe de travail sur le genre tenue ; consultations et recommandations faites concernant le contenu et le processus d'élaboration ; CV examinés et consultants identifiés ; termes de référence du projet en préparation. Les consultants participeront à la prochaine deuxième réunion du groupe de travail pour avoir des directives sur leur travail et commencer immédiatement la finalisation du projet de politique.	La qualité et le succès de la politique dépendront de la façon dont les diverses parties prenantes s'y identifient et se l'approprient. Donc, l'élaboration de la politique doit être un processus basé sur des consultations les plus vastes possibles et sans exclusive. Cela signifie qu'il faut réserver suffisamment de temps et de ressources pour le processus qui ne peut pas être un « gain immédiat » ; le projet de politique doit être minutieusement examiné et convenu avec les diverses parties prenantes.

**GENRE****Décision:** EX/CL/Dec.66(III), 3. Elaboration d'un Cadre de mise en oeuvre et de coordination

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
...	Direction du Genre	2004 – 2005	Réunion du groupe de travail sur le genre tenue ; consultations et recommandations faites concernant le contenu et le processus d'élaboration ; CV examinés et consultants identifiés ; termes de référence du projet en préparation. Les consultants participeront à la prochaine deuxième réunion du groupe de travail pour avoir des directives sur leur travail et commencer immédiatement la finalisation du projet de politique.	La qualité et le succès de la politique dépendront de la façon dont les diverses parties prenantes s'y identifient et se l'approprient. Donc, l'élaboration de la politique doit être un processus basé sur des consultations les plus vastes possibles et sans exclusive. Cela signifie qu'il faut réserver suffisamment de temps et de ressources pour le processus qui ne peut pas être un « gain immédiat » ; le projet de politique doit être minutieusement examiné et convenu avec les diverses parties prenantes.

**GENRE****Décision:****EX/CL/Dec.66(III), 4. Mise sur pied d'un Comité des femmes africaines sur la paix et le développement**

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
<p>Engager les consultations avec parties prenantes. Préparation des termes de référence des consultants. Recrutement des consultants pour examiner les 3 rapports d'évaluation et faciliter les discussions entre le Comité, l'UA et la CEA. Organiser des séances de travail entre les principales parties prenantes. Convoquer une réunion sur le Comité et présenter les recommandations au Président de la Commission de l'UA pour examen. Mettre en œuvre la décision du Président qui pouvait impliquer ce qui suit : Création d'un Secrétariat du Comité, nomination des membres du Comité, convocation de la première réunion du Comité, élaboration du programme de travail du Comité, mobilisation des ressources pour le Comité</p>	Direction du Genre	2004 – 02005	<p>Consultations avec les parties prenantes engagées. Consultants recrutés. Les trois rapports d'évaluation examinés. Séances de travail avec les principales parties prenantes tenues. Réunion sur le Comité tenue. Réunion des principaux départements de la Commission de l'UA convoquée pour examiner les recommandations de la réunion du Comité en vue de soumettre des recommandations au Président pour examen et approbation.</p>	<p>La volonté et l'appui politiques sont toujours requis pour que le Comité ou le nouveau mécanisme qui sera mis en place devienne opérationnel dans les meilleurs délais et qu'il ait suffisamment de ressources pour lui permettre d'exécuter son mandat.</p>

**Décision:** EX/CL/Dec.72.(III) - Lancement des comités techniques spécialises (CTS)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Approfondir l'étude entreprise et la soumettre aux Etats membres et aux différentes conférences ministérielles africaines concernées.	Groupe de travail sur les CTS			Etant donné le rôle important d'orientation et de supervision des CTS en ce qui concerne les activités de la Commission dans l'élaboration de la politique et le suivi des décisions des organes de décision, il est nécessaire de mettre en place un CTS sur le genre dans les meilleurs délais.
Collaboration avec le Groupe de travail sur les CTS pour veiller à ce que la recommandation sur la création d'un CTS sur le genre soit adoptée				

**RESSOURCES HUMAINES, SCIENCE & TECHNOLOGIE****Décision:** EX/CL/Dec.26(III) - RENFORCEMENT DES CAPACITES AFRICAINES EN SECURITE EN BIOTECHNOLOGIE.

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Mettre en place un Programme panafricain de renforcement des capacités en sécurité en biotechnologie			Accord de coopération signé entre la Commission et le gouvernement d'Allemagne pour le financement (Euro : 2M) du Programme.	Finalisation du document du Programme et début de sa mise en œuvre. Recherche de financement additionnel pour d'autres composantes du programme.
Mettre en place un système africain sur la sécurité en biotechnologie			Modèle de législation africaine élaboré et diffusé dans les Etats membres	
Convoquer une réunion des experts et des organisations de la société civile en la matière pour approfondir davantage la question en vue de faire des propositions pour une position commune africaine.			Une réunion du Comité des experts de la CSTR/UA-Bureau de Lagos a eu lieu en janvier 2004 et a servi de réunion préparatoire à la grande réunion des experts et de la société civile.	La réunion proposée est en préparation ; Elle aura lieu en novembre/décembre 2004.

**Décision:** EX/CL/Dec.61(III) – Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Participer activement au processus préparatoire et aux sommets de 2003 et de 2005			La Commission a participé activement aux réunions organisées au cours de la période préparatoire.  Le Président de la Commission a personnellement conduit la Délégation de l'UA aux activités de la phase I du Sommet qui a eu lieu en décembre	S'impliquer plus activement encore dans les préparatifs de la phase II du Sommet qui aura lieu en novembre 2005 à Tunis, en terre africaine, pour que l'événement connaisse un grand succès.

**Décision:** EX/CL/Dec.68(III) - CONFERENCE DE LA JEUNESSE AFRO-ARABE.

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
La Conférence a eu lieu en mars 2004 à Khartoum au Soudan.			Une délégation conduite par la Commissaire en charge des départements des Affaires sociales ainsi que des Ressources humaines, Science & Technologie a représenté la Commission.	Suivre avec l'Unité de la coopération afro-arabe la mise en œuvre des décisions de la Conférence.



**INFRASTRUCTURE & ENERGIE****Décision:** EX/CL/Dec.27 (III) – Commission africaine de l’Energie (AFREC)

Activités	Département concerné	Délais d’exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Promouvoir les buts, objectifs et programmes de l’AFREC. Prévoir des crédits budgétaires pour le poste de Directeur exécutif par intérim de l’AFREC et certaines de ses activités du début.	Commission de l’UA, Etats membres	AFREC pleinement opérationnelle d’ici juin 2005	Une certaine lenteur est enregistrée au niveau de la ratification de la Convention de l’AFREC qui n’est pas encore entrée en vigueur.	
Faire régulièrement rapport au Conseil exécutif sur les activités de l’AFREC.			La Commission de l’UA accorde une assistance financière à l’AFREC ;	
Exhorter tous les Etats de la Commission de l’UA à signer et à ratifier la Convention sur la création de l’AFREC ainsi qu’à fournir l’appui nécessaire à la Commission.	La Commission de l’UA	Entrée en vigueur de la Convention de l’AFREC d’ici 2005	Des notes verbales ont été envoyées aux Etats membres pour les sensibiliser et les exhorter à signer et à ratifier la Convention	
Envoyer des notes verbales aux Etats membres pour les exhorter à signer et à ratifier la Convention de l’AFREC				

**Décision:** EX/CL/Dec.60 (III) - Sécurité maritime en Afrique

Activités	Département concerné	Délais d’exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Entreprendre la révision de la Charte maritime africaine et de la législation maritime modèle. Organiser une conférence des Ministres chargés du transport maritime.	Commission de l’UA Etats membres	Ratification de la Charte africaine de transport maritime d’ici mars 2005		
Etude de la conteneurisation et la possibilité de créer un Centre de conteneurs en Afrique		Fin de l’étude de faisabilité sur la création d’un centre de conteneurs en Afrique d’ici juin 2005		

**Décision:** EX/CL/Dec.60 (III) - Sécurité maritime en Afrique

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Convoquer une conférence des Ministres chargés du transport maritime précédée d'une réunion préparatoire des experts afin d'examiner et d'adopter les documents révisés				
Exhorter les Etats membres à ratifier et à mettre en œuvre toutes les conventions internationales sur la question, en particulier en ce qui concerne la sécurité de la navigation internationale et les infrastructures portuaires et la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer.	La Commission de l'UA, Etats membres	Ratification des principales conventions internationales sur la sécurité et la sécurité maritime d'ici décembre 2005	Les contraintes humaines et financières auxquelles la Commission est confrontée l'ont obligée à mettre les activités liées à cette décision en attente. Leur mise en œuvre devrait commencer dès que l'élaboration du programme de travail quadriennal aura été finalisée en juillet 2004.	
Envoyer des notes verbales aux Etats membres pour les exhorter à ratifier et à mettre en œuvre les conventions internationales notamment la Charte maritime africaine et la législation maritime modèle				

**Décision:** EX/CL/Dec.61(III) – Sommet mondial sur la société de l'information

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
1. Contribuer activement au processus du Sommet en vue de dégager un entendement commun sur la société de l'information et un projet de développement juste, intégral et durable.	La Commission de l'UA Etats membres	Juillet 2004 – Déc.2005	Il s'agit d'une activité en cours à laquelle la priorité a été accordée dans le programme de l'Union africaine	
2. Participer activement au processus préparatoire et au Sommet qui se déroulera en deux phases, Genève 2003, Tunis 2005, et renforcer sa visibilité dans le processus. Participer aux réunions préparatoires des deux phases du Sommet.				

**Décision:** EX/CL/Dec.72(III) – Lancement des Comités techniques spécialisés

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
<p>Approfondir l'étude entreprise et la soumettre aux Etats membres et aux différentes conférences ministérielles africaines concernées.</p> <p>Envoyer le rapport préliminaire de l'étude aux CER et aux différents départements pour recueillir leurs commentaires.</p> <p>Recruter un consultant pour approfondir l'étude</p>	La Commission de l'UA	Mars 2005	Les progrès ont été entravés par le manque de ressources humaines et financières exacerbé par le lourd volume de travail qu'entraîne la formulation du programme quadriennal de la Commission. L'activité reprendra dès que cette opération aura été finalisée.	

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES**

**Décision:** EX/CL/Déc. 85 (IV) – Finalisation du projet de Protocole additionnel à la Convention de l’OUA/UA pour la prévention et la lutte contre le terrorisme

Activités	Département concerné	Délais d’exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Convoquer la réunion des experts pour examiner et finaliser le Protocole	La Commission de l’UA (Département de la Paix et de la Sécurité & Bureau du Conseiller juridique)	Protocole à adopter par la troisième session ordinaire de la Conférence en juillet 2004		Objectif réalisable

**Décision:** EX/CL/Dec.91 (IV) – Création de Bureaux régionaux de l’Union africaine dans les cinq régions géographiques

Activités	Département concerné	Délais d’exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Examiner tous les aspects et implications de la proposition et soumettre un rapport au Conseil exécutif à sa prochaine session ordinaire en juillet 2004.	La Commission de l’UA (Bureau du Président/Bureau du Conseiller juridique/Direction de l’Administration)	A soumettre à la Conférence en juillet 2004		L’étude approfondie nécessitera plus de temps que prévu en particulier les consultations avec les CER ainsi que l’évaluation du mandat, des structures et de la performance des bureaux spécialisés et de représentation existants de l’UA. Le rapport détaillé ne sera pas prêt et un rapport intérimaire sera soumis.

**Décision:** EX/CL/Dec.92 (IV) – Relations entre le continent africain et les autres continents

Activités	Département concerné	Délais d’exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Examiner tous les aspects et implications de la proposition et soumettre un rapport au Conseil exécutif à sa prochaine session ordinaire en juillet 2004.	La Commission de l’UA (Cabinet du Président/Bureau du Conseiller juridique/tous les Portefeuilles)	A soumettre à la Conférence en juillet 2004		L’étude détaillée n’est pas prête et un rapport intérimaire sera soumis au Conseil exécutif en juillet 2004

**Décision:** EX/CL/Dec.33 (III) – Etat de signature et de ratification des Traités de l’UA

Activités	Département concerné	Délais d’exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Des Etats membres doivent signer et ratifier les traités et conventions adoptés par l’UA.	La Commission de l’UA (Bureau du Conseiller juridique/Cabinets du Président et du Vice-Président)	Avant la fin de 2004, tous les Etats membres doivent avoir signé le 29 traités. Ratification/adhésion avant la fin 2005	Des rapports sur l’état de signature et ratification sont préparés pour le Conseil exécutif et sert de rappel aux Etats membres.  La semaine de signature figurera dans le programme annuel de la Commission.	Une semaine de signature avec le thème « Contribution des Traités de l’OUA/UA au développement de l’état de droit », lancée par le Président du 3 au 10 décembre 2003 pour sensibiliser les Etats membres à la nécessité de signer et de ratifier les traités de l’UA a eu un succès retentissant.  Les rapports sur l’état qui servent également de rappel aux Etats membres sont préparés régulièrement et soumis au Conseil exécutif.

**Décision:** ASS/AU/Dec.9 (II) – Convention africaine révisée sur la conservation de la nature et des ressources naturelles

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre
Les Etats membres doivent signer et ratifier la Convention révisée	La Commission de l'UA (Bureau du Conseiller juridique/ Cabinets du Président et du Vice- Président/Département de l'agriculture et de l'économie)	Immédiat	

**Observations**

A ce jour (30 mai 2004) vingt-six (26) Etats membres l'ont signée. Un Etat membre a déposé son instrument de ratification.

**Décision:** ASS/AU/Dec.19 (II) – Projet de Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre
Les Etats membres doivent signer et ratifier le Protocole et déposer leurs instruments de ratification auprès de la Commission de l'UA.	La Commission de l'UA (Bureau du Conseiller juridique/Cabinets du Président et du Vice-Président/ Département des Affaires politiques)	Immédiat	

**Observations**

A ce jour (30 mars 2004) vingt-neuf (29) Etats membres l'ont signé. Deux Etats membres ont déposé leurs instruments de ratification

**Décision:** ASS/AU/Dec.25 (II) – Projet de Protocole sur la Cour de justice de l'Union africaine

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre
Les Etats membres doivent signer et ratifier le Protocole et déposer les instruments de ratification auprès de la Commission de l'UA	La Commission de l'UA (Bureau du Conseiller juridique/Cabinets du Président et du Vice- Président)	Immédiat	

**Observations**

A ce jour (30 mai 2004), vingt-neuf (29) Etats membres l'ont signé. Deux Etats membres ont déposé leurs instruments de ratification

**Décision:** ASS/AU/Dec.27 (II) – Projet de Convention pour la prévention et la lutte contre la corruption

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre
Les Etats membres doivent signer et ratifier la Convention et déposer les instruments de ratification auprès de la Commission de l'UA	La Commission de l'UA (Bureau du Conseiller juridique/Cabinets du Président et du Vice- Président)/ Département des Affaires politiques)	Immédiat	

**Observations**

A ce jour (30 mars 2004) vingt-neuf (29) Etats membres l'ont signée. Un Etat membre a déposé son instrument de ratification.

**Décision:** ASS/AU/Dec.28(II) – Décision sur la nomination des Commissaires

<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Election et nomination des Commissaires chargés des Portefeuilles des Affaires économiques et des Ressources humaines ,de la Science et de la Technologie	La Commission de l'UA (Bureau du Conseiller juridique)	Immédiat	La quatrième session ordinaire du Conseil exécutif tenue du 15 au 16 mars 2004 a élu et nommé les Commissaires chargés des Portefeuilles des Affaires économiques et des Ressources humaines, de la Science et de la Technologie	

**NEPAD****Décision:** Assembly/AU/Decl.8(IV) – Mise en œuvre du NEPAD

<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Négocier l'Accord de Siège provisoire avec l'Afrique du Sud.	La Commission de l'UA (Bureau du Conseiller juridique)	Immédiat	Le projet d'Accord de Siège est prêt	
Etablir des liens entre les organes de l'UA et le Comité directeur du NEPAD	Cabinet du Président		Le processus a été lancé	
Officialiser les relations de travail entre la Commission de l'UA et le Secrétariat du NEPAD.	Cabinet du Président		Le processus a été lancé	
Harmoniser les conditions de service etc. entre l'UA et le Secrétariat du NEPAD.	Cabinet du Président		Le processus a démarré	
Mettre en place un mécanisme de financement durable.	Cabinet du Président		Des propositions spécifiques devant être examinées par le COREP	
Nommer le Chef exécutif du Secrétariat du NEPAD	Cabinet du Président		Des consultations sont en cours	
Intégrer le NEPAD dans les structures et processus de l'UA	Cabinet du Président	3 ans		

**PAIX & SECURITE****Décision:** ASS/AU/Dec. 13 (II) – **Décision de Maputo 2003, sur la politique africaine commune de défense et de sécurité**

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Convoquer du 17 au 19 janvier 2004, une réunion des Chefs d'Etat –major et des experts pour examiner le projet cadre pour l'élaboration de la politique africaine commune de défense et de sécurité.	Paix et sécurité	Juillet 2003 – février 2004	Achevée	L'accent doit être placé sur la mise en œuvre de la Déclaration solennelle sur la politique africaine commune de défense et de sécurité.  Les activités préparatoires pour la tenue de la réunion d'experts chargés de finaliser le projet de Pacte de non-agression et de défense commune, sont en cours.
Le projet final a été soumis à l'examen du Sommet extraordinaire de la Conférence de l'Union, tenu le 28 février 2004 à Syrte (Libye) qui a adopté la Déclaration solennelle sur la politique africaine commune de défense et de sécurité				



<b>PAIX ET SECURITE</b>				
<i>Décision:</i> ASS/AU/Dec. 16(II) Maputo 2003 sur la mise en œuvre opérationnelle du Conseil de paix et de sécurité				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
<p>Le Président a dépêché des envoyés/Représentants spéciaux pour transmettre l'appel qu'il a lancé aux pays qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité.</p> <p>Du 3 au 5 décembre 2003, A convoqué une réunion d'Experts africains et du COREP pour examiner le règlement intérieur du Conseil de paix et de sécurité.</p> <p>Les 20 et 21 janvier 2004, a convoqué une réunion du COREP pour examiner la version révisée du projet de Règlement intérieur du Conseil de paix et de sécurité et le projet de modalités d'élections des Membres du Conseil de paix et de sécurité</p> <p>-Du 17 au 20 janvier 2004, a convoqué une réunion des chefs d'état-major suivie de la 1<sup>ère</sup> réunion des Ministres de la Défense et de la Sécurité</p> <p>Le 15 mars 2004, la 4<sup>ème</sup> Session ordinaire du Conseil exécutif a mis en place le Conseil de paix et de sécurité (CPS)</p> <p>Le 16 mars 2004, la 1<sup>ère</sup> réunion du Conseil de paix et de sécurité a adopté son Règlement intérieur qui a été adopté par la suite par le Conseil exécutif au nom de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement</p> <p>Elaboration d'un Protocole d'accord entre l'UA et les CER</p>	Paix et sécurité	Juillet 2003-Juillet 2004	Partiellement achevé	<p>Le Conseil de paix et de sécurité a été mis en place tel que demandé et sera lancé officiellement au niveau des chefs d'Etat le 25 mai 2004. Les efforts déployés à présent portent essentiellement sur la mise en œuvre opérationnelle d'autres mécanismes prévus par le Protocole tels que le Système continental d'alerte rapide, la Force africaine en attente et le groupe des Sages. Des progrès ont été enregistrés également dans la mise au point définitive du Protocole d'accord.</p> <p>Toutefois, la mise en oeuvre de cette décision ne sera achevée que lorsque ces institutions fonctionneront effectivement</p>

	Paix et sécurité	Novembre 2003	Achevée	
Mission consultative de l'UA auprès des CER	Paix et sécurité	Décembre 2003 – Février 2004	Achevée	La Mission auprès de l'UMA a été différée à leur demande
Réunion UA/CER pour la mise au point finale du projet de Protocole d'Accord	Paix et sécurité	Avril 2004	Sous examen	

## PAIX ET SECURITE

Décision : Dec.EX/CL/42(III) f sur la Situation en Angola

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Préparation pour la convocation de la réunion continentale sur les mines antipersonnel	Paix et sécurité en collaboration avec le gouvernement Angolais	Mi-septembre 2004	Une mission de l'UA s'est rendue à Luanda (Angola) du 23 au 25 mars 2004	Manque de temps Calendrier de travail chargé
<b>Décision : EX/CL/42(III)b sur le processus de paix en Somalie</b>				
Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Consultations avec les groupes des Nations unies concernant l'embargo sur les armes à l'encontre de la Somalie	Paix et sécurité	Août 2003	Déjà fait	Ces consultations ont abouti à une collaboration plus poussée
La mission d'information technique UA/IGAD en Somalie	Paix et sécurité		Déjà fait	La mission a été couronnée de succès bien accueillie par les Somaliens
Mission de reconnaissance effectuée dans la plupart des régions de Somalie en prévision d'une future Mission d'observation militaire de l'UA	Paix et sécurité		Déjà fait	Mission bien accueillie par les Somaliens mais s'est heurtée à quelques difficultés dans certaines régions
Elaboration d'un Cessez-le-feu général pour la Somalie	Paix et sécurité	Décembre 2003	Déjà fait	Le projet de processus de paix a bénéficié de la collaboration des responsables du Comité de Facilitation de l'IGAD et des dirigeants somaliens
Consultations du Projet d'accord de cessez-le-feu	Paix et sécurité	Décembre 2003	Des négociations se déroulent actuellement entre l'Envoyé spécial et les dirigeants somaliens	Les parties concernées coopèrent
Soutenir les négociations de cessez-le-feu en Somalie	Paix et sécurité	Avril/mai 2004	L'Envoyé spécial mène des consultations à Mbaghati (Kenya). Des consultations se sont initialement déroulées à Nairobi en mai 2004	L'Envoyé spécial de l'UA en consultations avec les parties concernées
Consultations avec les Etats membres de l'IGAD sur l'Embargo sur les armes imposé par les Nations unies à la Somalie	Paix et sécurité	Avril/mai 2004	Des consultations préparatoires ont été menées à Mbaghati (Kenya) en mai 2004	Un Atelier est toujours prévu sur la question
Fin du pré-déploiement de la mission de reconnaissance en Somalie	Paix et sécurité		Attendu	Entretien de l'Envoyé spécial avec les Somaliens et le Comité de Facilitation de l'IGAD à Mbagathi
Consultations avec le groupe de suivi des Nations unies sur l'Embargo sur les armes contre la Somalie	Paix et sécurité	Parallèlement à l'évolution du processus de paix – juin/juillet 2004	Attendu	Les consultations devraient aboutir à une collaboration
Rôle d'appui de l'envoyé spécial dans le processus de réconciliation de la Somalie	Paix et sécurité	Juin 2004		L'Envoyé spécial participe aux sessions de la Conférence

		La mise au point finale du processus est prévue le 31 juillet 2004	En cours	
Paix et sécurité				
<b>Décision : EX/CL/42(III) a Comores</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Tenue des élections	Paix et sécurité	mars/avril 2004	Elections tenues. Les élections se sont déroulées au niveau de l'Union (avril)	
Organisation de 3 réunions du comité de suivi sur l'Accord conclu le 20 décembre 2003 sur l'arrangement transitoire aux Comores	Paix et sécurité/Union africaine	janvier-mars 2004	Les réunions ont été tenues	Manque de ressources financières
Tenue des élections	Paix et sécurité/Union africaine	<b>Mars-Avril</b>	Elections tenues au niveau des Iles autonomes	
Envoi d'une Mission civile d'observateurs	Paix et sécurité/Union africaine	Mars-Mai	Déjà fait	Manque de ressources financières
Envoi d'une Mission civile d'observateurs	Paix et sécurité - Affaires politiques/Union africaine		Déjà fait	
Nomination d'un Expert sur les questions budgétaires et financières pour le Comité de suivi	Paix et sécurité/Union africaine		Déjà fait	
Nomination d'un Expert sur les questions douanières pour le Conseil permanent sur les douanes	Paix et sécurité/Union africaine		Déjà fait	
Organisation de 5 réunions du Comité de Suivi le 20 décembre 2003 sur les arrangements de transition au Comores	Paix et sécurité	Janvier – mai 2004	Réunions déjà tenues	Manque de ressources financières
Organisation de 6 réunions du Comité de validation	Paix et sécurité/Union africaine	Janvier – avril 2004	Réunions déjà tenues	Manque de ressources financières
Nomination de 2 experts au Comité de validation	Paix et sécurité/Union africaine	Janvier – avril 2004	Réunions déjà tenues ?	
Contributions au Fonds fiduciaire pour les Comores	Paix et sécurité/Union africaine	Mars – mai 2004	Déjà fait	
<b>Décision : EX/CL/Dec.42(III) e - République démocratique du Congo</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Soutenir les différents aspects du processus de paix par des visites de travail des autorités de la Commission	La Commission	Anne en cours	Attendus	
Intéresser la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples à travailler avec l'Observatoire congolais des droits de l'homme	Paix et sécurité		Déjà fait	
Renforcer les capacités du Bureau pour lui permettre de faire face aux différentes contraintes de la phase de la transition	La Commission	Année en cours	Attendu	
Missions conjointes en République démocratique du Congo pour évaluer le processus de la transition ainsi que les besoins du bureau	Paix/Sécurité et Affaires politiques	Année en cours	Attendues	

<b>Décision : EX/CL/Dec.38(III) sur le processus de paix au Soudan</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Réunion du Comité ministériel de l'UA pour la reconstruction post-conflit au Soudan	Paix et sécurité	15 mars 2004	Déjà fait	La séance inaugurale de la réunion ministérielle a adopté ses termes de référence et son Programme de travail
A contribué à la facilitation de la paix et de la sécurité des pourparlers inter-soudanais qui ont abouti à la signature d'un Accord de cessez-le-feu humanitaire sur Darfur entre le Gouvernement du Soudan et le Mouvement de Libération du Soudan et le Mouvement de la justice et de l'Equité	Paix et sécurité	8 Avril 2004	Déjà fait	Cette Mission a été couronnée de succès et un Accord acceptant l'acheminement de l'aide humanitaire dans la région a été signé, ce qui reste c'est la mise en œuvre de cet Accord
A dépêché une Mission de reconnaissance au Soudan et au Tchad, dans le cadre du suivi de l'Accord de cessez-le-feu humanitaire	Paix et sécurité	6 – 17 mai 2004	Déjà fait	A découvert que la situation au Darfur est encore précaire et nécessite une attention particulière
A participé aux négociations qui ont abouti à la signature d'un Accord pour convoquer et tenir une Conférence générale de tous les représentants de Darfur pour examiner les aspects politique, économique et social des négociations de Darfur	Paix et sécurité	Mai 2004	Déjà fait	Lorsque la Conférence se tiendra elle devra résoudre les questions importantes qui sont à l'origine de cette guerre à Darfur. Les parties devront être encouragées à tenir le plus tôt possible cette Conférence
Organisation des négociations sur la mise en oeuvre des Modalités de l'Accord de Cessez-le-feu entre le Gouvernement du Soudan et le Mouvement de la Justice et de l'Equité	Paix et sécurité	22 – 28 mai 2004	Déjà fait	Les partis soudanais ont signé un Accord et ont autorisé les observateurs de l'UA à exercer leur Mission au Soudan et au Tchad. L'on espère que cette Mission contribuera à empêcher toutes violations éventuelles de l'Accord de cessez-le-feu
Dépêcher le plus tôt possible et à l'avance des observateurs et des moniteurs au Soudan et au Tchad	Paix et Sécurité	2 juin 2004	progresse	Le prochain groupe d'observateurs/moniteurs seront envoyés comme premier groupe. Il a aidé le groupe de suivi à se déployer et a également installé les bases opérationnelles à des endroits bien déterminés. Les efforts se poursuivent pour mobiliser des Fonds pour cette Mission
Représenté à une Conférence d'Alerte des donateurs de haut niveau sur le Darfur, tenue à Genève (Suisse). A également été représenté aux consultations informelles avec les représentants du Mouvement/Armée de libération du Soudan et le Mouvement de la Justice et de l'équité, sur la situation humanitaire au Darfur (Soudan) en marge la Conférence d'Alerte des donateurs	Paix et sécurité	3 juin 2004	Déjà fait	Un communiqué conjoint élaboré par les co-présidents (ONU, Etats Unis & UE) a indiqué que les efforts déployés par l'UA pour établir la Commission de cessez-le-feu et déployer les moniteurs devraient être entièrement et vivement soutenus ; ils ont accueilli favorablement le déploiement d'observateurs/moniteurs entrepris initialement par l'UA à Darfur

Dépêcher des Experts africains et un groupe interdépartemental de l'UA pour une mission d'information au Soudan en vue de la reconstruction post-conflit du Soudan	Paix et sécurité	Juin 2004	Consultation en cours	Une délégation de haut niveau devra envisager le meilleur moyen pour l'UA d'être efficace au cours de la période de reconstruction post-conflit sur le Soudan, étant donné surtout que l'Accord final est sur le point d'être signé
L'Envoyé spécial a participé au lancement officiel de la phase finale du Processus de paix au Soudan qui s'est déroulée à Nairobi	Paix et sécurité	5 juin 2004	Déjà fait	Lors de ce lancement, les parties sont convenues que toutes les questions relatives au Conflit du Soudan avaient été examinées à l'exception des Accords sur l'Accord de cessez-le-feu permanent et les modalités de mise en œuvre de l'Accord de paix global
<b>PAIX ET SECURITE</b>				
<b>Décision : EX/CL/Dec.42(III)g République centrafricaine (RCA)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
- Mission de l'Envoyé spécial à Banjui, en septembre 2003 et participation à l'ouverture du dialogue national ainsi qu'à la clôture (septembre-octobre 2003) - échanges avec la délégation de l'Union européenne (UE) et le chef du Bureau des Nations unies en Centrafrique (BONUCA), à Bangui, en septembre 2003 - Mission du Président de la Commission à Bangui, mars 2004	Commission paix et sécurité		Exécutés	Les incertitudes sur le processus politique de retour à l'ordre constitutionnel ont contraint la Commission à suspendre provisoirement l'ouverture du bureau de liaison. Poursuite des consultations avec les organisations régionales pour une harmonisation de leurs positions et actions avec celles de l'UA
<b>Décision : EX/CL/Dec.43(III) Côte d'Ivoire</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Continuer de participer aux travaux du Comité de Suivi de l'Accord de Linas-Marcoussis	Représentant spécial en Côte d'Ivoire	Toute l'année	En cours	Absence de cohésion au sein du Comité de suivi
Mobiliser les ressources pour la réalisation de l'Opération de démobilisation désarmement et de regroupement (DDR) des ex-combattants	Paix et sécurité	Années 2004	En cours	Opération DDR non encore réalisée à cause de l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix
En collaboration avec la Commission africaine des droits de l'homme et combattre l'impunité	Paix et sécurité	Années 2004	En cours	Le Conseil de paix et de sécurité a demandé une enquête sur les violations commises depuis le début de la crise
Evaluer la situation humanitaire périodiquement	Représentant spécial en Côte d'Ivoire	Toute l'année	Encours	Envisager la possibilité de dégager une enveloppe à cet effet
<b>Décision : EX/CL/Dec.44(III) Liberia</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Identifier les mesures concrètes prises dans le cadre du processus de paix au Liberia et les efforts déployés par la CEDEAO.	Paix et sécurité	En cours	L'Envoyé spécial poursuit les consultations	Suivi nécessaire

Ouverture d'un bureau de liaison à Monrovia pour permettre à l'Union de jouer le rôle qui lui est dévolu au sein du Comité conjoint de suivi	Paix et sécurité	Encours	La 5 <sup>ème</sup> Session du Conseil de paix et de sécurité a soutenu l'initiative du Président de créer un bureau de liaison à Monrovia	Des mesures devraient être prises
(JMC) et le Comité de suivi de la mise en œuvre (IMC) prévu par l'Accord de cessez-le-feu et l'Accord de paix global respectivement				
Participer à la Conférence internationale sur la réconciliation au Liberia		Déjà fait		Nécessité de motiver les donateurs
<b>Décision : EX/CL/Dec/43(III) Conférence Grands Lacs</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Missions conjoints AU/NU	Paix et sécurité	Années 2004	Certaines sont déjà accomplies et d'autres sont attendues	
Ouverture Bureau de liaison de l'UA à Nairobi	Paix et sécurité	Année en cours	Préparatifs avancés	
Participation aux réunions des partenaires extérieurs au processus préparatoire de la Conférence	Paix et sécurité	Toute l'année	Trois réunions ont déjà eu lieu (New York, Genève et la Haye)	
<b>PAIX ET SECURITE</b>				
<b>Décision : EX/CL/Dec/43(III) Conférence Grands Lacs</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Participation à différentes réunions et activités préparatoires	Paix et sécurité	Toute l'année	Certaines ont déjà eu lieu et d'autres sont attendues	
Abriter 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> réunions CER	Paix et sécurité	Janvier et mars 2004	Réalisées	
<b>AFFAIRES POLITIQUES</b>				
<b>Décision : Assembly/AU/Dec.18(II)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Conférence sur les élections, la démocratie et la bonne gouvernance				(Voir information sous la cote EX/CL/Dec.31)
<b>Décision : Assembly/AU/Dec.19(II)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Protocole relatif aux droits de la femme	Politique et juridique	Année en cours	Transmis à tous les Etats membres pour signature et ratification. Jusqu'ici, vingt et un pays seulement l'ont signé, aucune ratification n'a été recueillie	La campagne de sensibilisation pour la ratification se poursuit
<b>Décision : Assembly/AU/Dec.27(II)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Convention relative à la prévention et la lutte contre la corruption	Politique, Juridique, CSSDCA	Année en cours	Transmise à tous les Etats membres pour signature et ratification. Jusqu'ici, vingt et un pays membres seulement l'ont signée. Aucune ratification n'a été recueillie	La campagne de sensibilisation pour la ratification se poursuit
<b>Décision : Assembly/AU/Dec.30(II)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Conseil sur le futur de l'Union	Bureau du Président Département politique Département juridique	Juillet 2003 – Juillet 2004	Les consultations se poursuivent au niveau du Bureau du Président	Cette décision donne mandat au Président d'étudier les modalités de mise en œuvre de cette initiative et de faire rapport à la prochaine session

				ordinaire de la Conférence des propositions sur le statut, le mandat, le fonctionnement et la composition de ce Conseil
<b>Décision : Assembly : AU/Dec.17(II)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Lancement du Parlement panafricain	Politique, juridique, Finances, Administration et autres départements/unités	Mars – Juillet 2004	Les travaux préparatoires ont été effectués en collaboration avec le Comité du Parlement panafricain (trois réunions ont été organisées à Addis-Abeba en décembre 2003, février et mars 2004) Une Campagne intensive a été organisée pour la signature et la ratification du Protocole et a permis de recueillir 44 ratifications au 18 mars 2004). La session inaugurale ainsi que la Première séance se sont déroulées avec succès à Addis-Abeba du 18 au 20 mars 2004	A présent que le lancement du Parlement s'est bien déroulé, il faudrait aller de l'avant en organisant les réunions des trois comités adhoc mis en place par le Parlement panafricain Règlement, Budget et Accréditations ainsi que celui du Bureau en avril/mai 2004 pour permettre au Parlement de soumettre ses budgets de juillet à décembre 2004 et de 2005 à l'attention de la Conférence des chefs d'Etat prévue en juillet 2004
<b>Décision : Ex.Dec.46</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Mobilisation des ressources	Département des Affaires politiques (Division AHRDP)	Activité continue	Une réunion de prise de contact a eu lieu avec nos partenaires externes au cours de laquelle leur a été présenté le programme de travail de la Division AHRDP pour susciter leur intérêt quant à un éventuel financement de l'une ou l'autre activité	L'Italie a déjà exprimé son intérêt à financer la partie assistance aux réfugiés (éducation) selon les procédures et mécanismes suivies par le gouvernement italien, en l'occurrence, faire dégager des fonds alloués au HCR, un montant dédié à cette fin Le suivi des conclusions de la réunion est en cours
Promotion du DIH	Dpt. Aff. Politiques	Activité continue	Outre l'organisation de la Journée de réflexion UA/CICR, le recrutement d'un Représentant Spécial du Président de la Commission, chargé de la promotion et du respect du DIH est envisagée	Le Canada va mettre très prochainement les fonds nécessaires à la disposition de la Commission Le recrutement devrait intervenir en avril-mai 2004
<b>Décision : Ex.dec.46(III) sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Coopération avec le CICR : Une session de réflexion se tiendra le 11 mai 2004 avec la participation des Ambassadeurs et Représentants permanents auprès de l'UA, et d'experts juridiques, sur le thème du respect du Droit international humanitaire (DIH) par les belligérants, notamment les acteurs dits non-étatiques	Département des Affaires politiques et autres départements (paix et sécurité, affaires sociales, juridique)	11 mai 2004	Deux réunions préparatoires ont été tenues avec la participation de représentants d'un certain nombre d'Etats membres, pour réfléchir au thème de la réunion, et le définir	
<b>AFFAIRES POLITIQUES</b>				
<b>Décision : EX./Dec.46(III) sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Missions sur le terrain	Commission de l'Union africaine pour	Juillet 2003-Juin 2004	Une mission a été effectuée au Tchad	Dans le cadre des activités de la



	les réfugiés et Département des Affaires politiques (Division AHRPD)		en février 2004	Commission de l'Union africaine pour les réfugiés, des visites ont été prévues d'une part au Kenya, en Tanzanie, au Burundi, d'autre part en Ouganda, au Soudan, puis en Zambie et en Angola, enfin, en Côte-d'Ivoire, en Sierra Léone et au Libéria ; Ces visites n'ont pu être effectuées dans les délais (janvier 2004) en raison des problèmes de calendrier, soit au niveau des Etats membres soit au niveau des Ambassadeurs, membres de la Commission de l'UA pour les Réfugiés. Elles ont donc été reprogrammées pour avril-mai 2004
Assistance aux réfugiés (éducation)	Départements des Affaires politiques, des Finances et du Budget, des ressources humaines, de la science et de la technologie	Activité continue	Une nouvelle politique d'octroi des bourses aux étudiants réfugiés a été conçue, qui devrait être mise en œuvre dans les mois à venir	
Suivi de la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique, en collaboration avec les Nations unies et singulièrement le HCR et les organismes humanitaires concernés en vue de la mise en œuvre de solutions durables, conformément aux instruments juridiques pertinents	Département des Affaires politiques (Division (AHRDP)	Activité continue		Cette activité vise à recueillir le maximum d'informations sur la situation des personnes concernées pour en informer les organes compétents de la Commission et de l'Union pour les sensibiliser aux problèmes qui se posent

<b>AFFAIRES POLITIQUES</b>				
<b>Décision : Ex./Dec.46(III) sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Coopération avec le HCR	Département des Affaires politiques	Activité continue	<p>Participation à la 54<sup>ème</sup> session ordinaire du Comité exécutif du Programme du HCR (oct.2003)</p> <p>Préparation d'un programme de travail conjoint (en cours)</p> <p>Préparation de la réunion du Comité de coordination (présidé par le HCR) pour revitaliser cette institution. Documents pertinents préparés en collaboration avec le HCR</p> <p>Mise en œuvre des dispositions du Plan Global d'Application (CIP) relatives à la protection de réfugiés et aux législations nationales pertinentes</p> <p>Participation au dialogue sur le rapatriement volontaire et le retour durable initié par le HCR, dans la perspective des rapatriements envisagés dans un certain nombre de pays où les conditions politiques (Genève, mars 2004). Un groupe de travail a été mise en place</p>	Cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en place de politiques et stratégies appropriées en vue du rapatriement volontaire et de la réintégration durable
<b>Décision : EX/CL/DEC.31(III)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Conférence sur les élections, la démocratie et la bonne gouvernance (réunions des Experts gouvernementaux sur les documents de Pretoria relatifs aux élections, à la démocratie et à la bonne gouvernance)	<p>Politique, CSSDCA juridique, Finances, Conférences</p> <p>Partenaires (UE, CEI, AS, IDEA, CDDH) Canada, ONU/PNUD, OSCE</p>	Mai-juillet 2004	<p>Proposé initialement pour janvier 2004. Des documents pertinents ont été communiqués aux Etats membres en août 2003. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Déclaration de la Conférence de Pretoria sur les élections, la démocratie et la bonne gouvernance</li> <li>- Projet des principes directeurs pour les observations des élections et les Missions de suivi</li> <li>- Perspectives de mise en place d'un Fonds d'assistance électoral</li> <li>- Projet de Déclaration de l'UA sur les élections, la démocratie et la bonne gouvernance</li> </ul> <p>Compte tenu du nombre limité des réponses reçues, le Département a proposé que la réunion se tienne en avril et 5 sur 8 des membres du Comité de la Conférence ont approuvé le fait que la Conférence se tienne à Addis-Abeba à moins qu'un Etat membre ne se propose de l'abriter</p> <p>Entre-temps, le Gouvernement de Guinée équatoriale a fait connaître son</p>	<p>Le suivi nécessaire a été effectué et les Etats membres ont été dûment informés de l'évolution de la situation</p> <p>Pour des raisons techniques en Guinée équatoriale, la réunion a finalement eu lieu à Addis-Abeba du 15 au 17 mai 2004. Le rapport et les recommandations seront</p>

			désir d'abriter cette réunion mais propose que les dates soient changées du 15-18 mai 2004 (à Bata)	
--	--	--	---	--

<b>AFFAIRES POLITIQUES</b>				
<b>Décision : EX/CL/Dec.47(III) relatif au Rapport sur la 1<sup>ère</sup> Conférence ministérielle de l'Union africaine sur les droits de l'homme</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
<p>La Commission devra poursuivre la mise en œuvre du Plan d'Action de Grand Baie décidé à la 1<sup>ère</sup> conférence ministérielle sous OUA en avril 1999 en prenant les mesures suivantes :</p> <p>a) Mettre l'accent sur le renforcement des institutions et des mécanismes des droits de l'homme</p> <p>b) Continuer à promouvoir les droits des divers groupes vulnérables notamment les personnes handicapées</p> <p>c) Intégration des droits de l'homme dans les sociétés africaines par le biais de l'enseignement des droits de l'homme dans les programmes scolaires</p> <p>d) Inscire cette Conférence régulièrement au calendrier de l'organisation</p>	<p>Politique, juridique, ACHPR, Genre, partenaires sociaux (OHCHR)</p>	<p>Mai-dec 2004</p>	<p>La Commission a mobilisé des Fonds de la part de l'Union européenne</p>	<p>Le Département des Affaires sociales a été consulté pour envisager d'inscrire un point relatif aux droits de l'homme à l'ordre du jour de la prochaine conférence des Ministres de l'Education prévue en mai 2004 à Nairobi</p>

<b>AFFAIRES POLITIQUES</b>				
<b>Décision : EX/CL/Dec.50(III) sur la 1<sup>ère</sup> session ordinaire de la Conférence des Ministres africains de l'Union africaine</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Convocation d'un forum continental, d'élaboration et d'harmonisation des politiques en matière de droits de l'homme pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses connexes	Social, Politique	Jusqu'en fin 2004		Etant donné que les questions relatives à la santé relèvent du Département des Affaires sociales, le département des Affaires politiques chargé des droits de l'homme pourrait apporter son soutien technique à ce département le cas échéant dans le cadre du suivi de cette activité  C'est le département des Affaires sociales qui devrait normalement s'occuper du suivi de cette décision
<b>Décision : EX/CL/Dec.70 (III)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Suivi des candidatures africaines dans le système international	Politique Bureaux de New York et de Genève	Juillet 2003 – mars 2004	Le suivi a été effectué en collaboration étroite avec les Bureaux de New York et de Genève.  Le rapport sur les résultats des élections a été présenté au Comité des candidatures en marge de la quatrième session ordinaire du Conseil exécutif de mars 2004	La date limite de la soumission des candidatures par les Etats membres a été réduite de trois(3) à deux(2) mois  Toutefois les Etats membres ont continué à soumettre leurs candidatures après les délais fixés. Au cours de sa dernière session tenue en mars 2004 (voir Dec. EX/CL/Dec.86(IV), le Conseil a demandé à la Commission et aux Etats membres de se conformer, à l'avenir, au Règlement
<b>Décision : EX/CL/Dec.86(IV)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Suivi des candidatures africaines dans le système international	Politique Bureaux de New York et de Genève	Mars 2004 à Juillet 2004	<b>Communication des décisions faites pour toutes les parties concernées</b> <b>Suivi en cours</b>	Le Conseil a demandé à la Commission et aux Etats membres de se conformer au Règlement à l'avenir
<b>Décision :EX/CL/Dec.91(IV)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Relations entre le Continent africain avec d'autres continents du Monde	<b>Bureau du Président,</b> <b>Départements politique, juridique et autres départements/unités</b>	Mars -Juillet 2004	Etude à effectuer sous la supervision du Bureau du Président	Le Conseil a pris note de la proposition libyenne et a demandé au Président d'effectuer une étude sur tous les aspects de la proposition et d'en faire rapport au Conseil exécutif à sa prochaine session en juillet 2004
<b>ECONOMIE RURALE ET AGRICULTURE</b>				
<b>Décision : Assembly/AU/10(II) sur le plan d'action de l'Initiative environnement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Inclure le Plan d'action du NEPAD dans le Plan stratégique du département de l'économie rurale et de l'Agriculture	<b>Economie rurale et Agriculture</b> <b>NEPAD</b> <b>FAO</b> <b>IFAD</b>	Avril 2004	Déjà fait	
<b>Décision : Assembly/AU/Dec.9(II) Maputo 2003 – Adopter le projet révisé de la Convention d'Alger de 1968 : Déc. EX/CL/50(III)</b>				

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations
Sensibiliser les Etats membres à la ratification de cette convention	<b>Economie rurale et Agriculture Conseil juridique</b>	Année en cours	18 Etats membres ont signé la convention à ce jour	Les Etats membres manquent d'enthousiasme pour ratifier la Convention. Il faudrait sensibiliser les Etats membres et les exhorter à signer le texte de la Convention qui est déposé à la division juridique, pour signature
<b>Déclaration : Assembly/AU/Decl.7(II) – Déclaration sur l'Agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique (Mise en œuvre de la CAADEP)</b>				
Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations
Inclure le Plan d'action de la CAADEP dans le plan stratégique du Département de l'Economie rurale et de l'Agriculture	<b>Economie rurale et Agriculture, NEPAD, FAO, IFAD</b>	Avril 2004	Déjà fait	
<b>Décision : CM/Dec.685(LXXVI) à Durban (Afrique du Sud) 2002, Célébrer le 3 mars comme journée de l'Environnement en Afrique</b>				
Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations
Adresser une note verbale à tous les Etats membres pour les exhorter à observer la journée de l'Environnement en Afrique avec la participation des secteurs privés et de la société civile	<b>Département de l'Economie rurale et de l'Agriculture – Etats membres PNUE – UA/Ethiopie</b>	Janvier 2004	Déjà fait	Par manque de temps (n'a pas pu observer cette journée à la date indiquée en raison d'autres engagements)
		Août 2004	Prévu	
<b>ECONOMIE RURALE ET AGRICULTURE</b>				
<b>Décision : EX/CL/53(III) – Maputo 2003 – Forum afro-arabe pour la promotion des investissements dans le secteur agricole</b>				
Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations
Le Département de l'économie rurale et de l'agriculture a participé à la réalisation des études régionales à la CEDEAO et à la CEEAC	<b>Le Département de l'économie rurale et de l'agriculture, Afro-arabe, commerce et industrie, Affaires économiques, PASU</b>	Octobre 2003	Déjà fait	
<b>Décision : EX/CL/Dec.28(III) – Maputo – Exhorte les Etats membres à agir collectivement et à relever le défi que pose l'éradication de la Mouche tsé-tsé et de la trypanosomiase</b>				
Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations
Assister les pays dans la mise en œuvre de stratégies nationales de lutte contre la mouche tsé-tsé	Conseil politique et de mobilisation	Année en cours	En cours	Sensibiliser davantage les pays affectés pour qu'ils mettent en œuvre, le plus tôt possible, le programme PATTEC
Consultations avec les Etats membres, les institutions des Nations unies mandatées et autres partenaires	Economie rurale et Agriculture	Année en cours	Consensus réalisé avec l'IAEA, la FAO et l'OMS	
Mobilisation de ressources	Conseil politique et de mobilisation de ressources	Année en cour	En cours	La BAD/Commission et les Etats membres touchés mettent en œuvre actuellement un programme d'appui à l'initiative PATTEC

Mettre en place un Comité politique et de Mobilisation de ressources, PATTEC	Economie rurale et Agriculture, PATTEC	Déjà fait	Achévé	La région Nord n'est toujours pas représentée au sein du Comité politique et de mobilisation de ressources
Inclure un bureau de coordination PATTEC dans la structure de la Commission	Commission	Déjà fait	Achévé	
Identification des points focaux nationaux du PATTEC	Commission et Etats membres	Année en cours	En cours	
Réunions inter-Etats et régionales pour discuter des questions transfrontalières de la mouche tsé-tsé et des activités du PATTEC	PATTEC	En cours	En cours	
<b>Décision : EX/CL/Dec.54 (III) Maputo 2003 (relative au Fonds spécial d'assistance d'urgence pour la sécheresse et la famine en Afrique)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Consultation avec le bureau stratégique international des Nations unies pour la réduction des catastrophes en Afrique (UN/ISDR)  Les études initiales financées par le NEPAD et l'UN/ISDR - Afrique ont démarré	Economie rurale et Agriculture, institutions spécialisées des Nations unies  Economie rurale et Agriculture Secrétariat du NEPAD	2003	En cours  Achévé	  Le département restera en contact avec le Secrétariat du NEPAD pour organiser d'autres consultations avec les CER, les Etats membres et les organisations partenaires pour les stratégies de mise en œuvre
<b>Décision : Sommet de Maputo Juillet 2003 (proposition) Sommet extraordinaire sur l'Agriculture et les ressources en eau</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Organisation du Sommet extraordinaire  La réunion d'Experts et des Ministres sur l'agriculture et l'eau s'est tenue à Tripoli (Libye) du 9 au 12 février 2004	Comité préparatoire  Institutions spécialisées des Nations unies CER, NEPAD	Février 2004  Février 2004	Achévé  Achévé	  Le Rapport de la réunion des Ministres a été adopté
Le Sommet extraordinaire s'est tenu à Syrte (Libye) le 27/02/2004	Etats membres	Février 2004	La Déclaration de Syrte, Assembly/AU/Dec.1 (II) a été adoptée	
Inclure la Déclaration de Syrte dans le projet de programme de quatre ans du département de l'Economie rurale et inclure l'Economie rurale et l'Agriculture	Economie rurale et Agriculture	Avril 2004	Déjà fait	
<b>Décision : Syrte Dec.1999 – Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Faire établir une étude pour élaborer un Plan d'action sur la dégradation des sols  Un Atelier prévu pour examiner le rapport	Economie rurale et Agriculture, Etats membres, PASU  Economie rurale et Agriculture	Septembre 2003	Projet de rapport élaboré	Projet de rapport à examiner au cours d'un Atelier qui se tiendra après la session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat

		Septembre 2004	A organiser	
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>				
<b>Décision : Assembly/au.Decl.6(II) – Déclaration de Maputo sur le Paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes</b>				
Activité	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations.
<p>1. Invitons instamment la Communauté internationale à honorer ses engagements</p> <p>2. Exhortons le Fonds mondial et les pays bénéficiaires à coopérer dans la mise en place de mécanismes, plus simples et plus rapides de décaissement de ces fonds</p> <p>3. Promouvoir l'accès aux médicaments à des prix abordables, à la prévention, au soin et à l'assistance</p> <p>4. Soutenir la recherche en matière notamment de médecine traditionnelle</p> <p>5. Coordonner et intensifier les efforts visant à assurer le suivi de la mise en œuvre et en faire rapport aux sessions de la Conférence des chefs d'Etat</p> <p>Les Etats membres devront honorer leurs engagements</p> <p>Progrès dans le suivi et rapport au prochain Sommet</p> <p>Convoquer un Forum pour élaborer et harmoniser les politiques en matière des droits de l'homme pour les personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA, la TB et la Malaria</p>	<p>Affaires sociales de l'UA, Etats membres, ONUSIDA et ses institutions de co-parrainage des Nations unies : GFATM, CEA</p> <p>Etats membres</p> <p>Affaires sociales de l'UA et partenaires</p> <p>Affaires sociales UA et Département politiques plus WGD, Etats membres, ONUSIDA et institutions de cooparrainage de NU GFATM</p>	<p>Année en cours</p> <p>Année en cours</p> <p>Court terme</p> <p>Court terme</p>	<p>Ces activités sont en cours de mise en œuvre tel que l'a réaffirmé la Déclaration d'Abuja et le Plan d'action sur « faire reculer le Paludisme, la Déclaration d'Abuja 2001 et le Plan-cadre sur le VIH/SIDA, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes. Les plans sont en cours de mise en œuvre pour le renforcement de la campagne de sensibilisation, la mobilisation des ressources et l'accès aux médicaments essentiels, au soin et au soutien. Les actions sur le terrain dans les Etats membres ont été prises en collaboration avec les institutions des Nations unies et les ONG compétentes</p> <p>Le suivi et en cours de mise en œuvre en collaboration avec les partenaires</p> <p>Rappelé</p> <p>Mesures prises au niveau de l'UA par les départements concernés</p>	<p>Les campagnes de sensibilisation organisées par l'UA n'ont pas suffi pour diverses difficultés qui seront résolus dès que le Plan stratégique de l'UA sera adopté</p> <p>Le rapport sera compilé</p> <p>Une campagne de sensibilisation plus accrue est requise</p> <p>Suivi nécessaire</p>
<b>Décision : Assembly/AU/Dec.12(II) – Proclamation de l'an 2004 « Année internationale pour l'éducation physique et le sport au service du développement et de la paix</b>				
Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations
<p>Les Etats membres devront soutenir la résolution</p> <p>Soumettre le projet de résolution sur la question à la 32<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'Unesco (Sept/Oct 2003) et à la 58<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unie</p>	<p>Etats membres, UA</p> <p>Affaires/S de l'UA et HR&amp;ST, Paix et Sécurité, Tunisie (qui a présenté la Décision), UNESCO</p>	<p>Court terme</p> <p>Court terme</p>	<p>La discussion a été rappelée aux Etats membres qui ont été exhortés à la mettre en œuvre</p> <p>Le Groupe de coordination inter-départemental devra être mis en place suivi du Groupe inter-institutions</p>	<p>Suivi nécessaire</p> <p>Suivi nécessaire</p>
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>				
<b>Décision : Assembly/AU/Dec.20(II) – Session extraordinaire de la Conférence de l'UA sur l'emploi et la réduction de la pauvreté</b>				
Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en œuvre	Observations
<p>Prendre les dispositions nécessaires pour le leadership du commissaire des Affaires sociales</p> <p>Convoquer un Sommet au Burkina</p>	<p>Burkina Faso, Maurice, Mozambique, Bénin, AS/UA, CER, BIT, Autres partenaires/parties prenantes</p>	<p>Court terme</p>	<p>Préparations en cours pour convoquer le Sommet en sept.2004</p> <p>Mise en place en cours de la</p>	<p>Une bonne coordination est essentiel sous divers Comités préparatoires</p> <p>Ressources à mobiliser –Documents</p>



Faso, Ouagadougou, en 2004			préparation	
<b>Décision : Assembly/UA/Dec.24(III) – Election des Membres du Comité africain d'Experts sur les droits et le bien-être de l'enfant</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Encourager et soutenir l'ACRWC à promouvoir et à protéger les droits et le bien-être de l'Enfant	Etats membres, Affaires sociales de l'UA et Conseiller juridique plus Comité/enfant africain	Court, moyen, long terme	Les mesures prises à cet égard évoluent	Le Comité a besoin d'un soutien plus accru
<b>Décision : Assembly/AU/Dec.29(II) : Promouvoir le développement des cités et des villes durables en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Départements concernés</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Suivi de la mise en œuvre des dispositions pertinentes (Para.18) de la Déclaration du Sommet mondial tenue à Johannesburg sur le développement	Affaires sociales de l'UA ONU/Habitat Etats membres	Moyen et long terme	Des contacts établis avec l'ONU-Habitat qui animera la mise en œuvre	Suivi nécessaire
Soutenir le suivi de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains dans le nouveau millénaire en vue d'un examen d'une évaluation cohérente de la mise en œuvre du programme pour l'habitat (Istanbul + 5)	Affaires sociales de l'UA, ONU-habitat, Etats membres	Moyen et long terme	Des contacts établis avec l'ONU-Habitat animeront la mise en œuvre	Suivi nécessaire
<b>Décision : EX/CL/Dec.29 – Rapport sur le Mécanisme de suivi et d'établissement des rapports relatifs à la mise en œuvre du Plan d'action révisé de lutte contre les drogues</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Elaborer une politique anti-dopage en matière de sport qui sera présentée à la prochaine session du Conseil exécutif	Affaires sociales de l'UA Etats membres UNODC, WADA, Conseil supérieur du Sport en Afrique	Court et moyen terme	Processus en cours d'élaboration d'une politique	Ce projet sera communiqué aux organes de l'UA pour adoption
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>				
<b>Décision : EX/CL/Dc.29 – Rapport sur le Mécanisme de suivi et d'établissement des rapports relatifs à la mise en œuvre du Plan d'action révisé de lutte contre les drogues en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Promouvoir la prévention par la sensibilisation	Etats membres Affaires sociales de l'UA UNODC	Court, moyen et long terme	En cours de mise en œuvre étant donné le caractère continue de ce processus	Il faudrait intensifier les efforts
Fournir une assistance à l'Unité des drogues	Commission de l'UA, UNODC	Court, moyen et long terme	En cours au sein de la structure l'UA	Sera consolidé au sein d'autres activités de la Commission de l'UA
<b>Décision : EX/CL/Dec.30 – Sport et Abus de drogue en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Apporter des contributions financières au Conseil supérieur du Sport en Afrique (CSSA)	Etats membres Affaires/UA CSSA	Immédiat	Il a été rappelé aux Etats membres d'honorer leurs engagements. La Commission de l'UA devra aborder cette question en collaboration avec d'autres institutions spécialisées de l'UA	Suivi nécessaire
Participer aux jeux panafricain qui se dérouleront à Abuja (Nigeria)			Les jeux ont eu lieu en Oct.2003 et 52 Etats membres y ont participé (poster) publicitaires sur les ports et le dopage	Evaluation et suivi nécessaires
Campagne de sensibilisation	Etats membres	Immédiat	Il faudrait intensifier les efforts	Il faudrait intensifier les efforts
Elaborer une politique anti-dopage de l'Afrique dans le sport	Etats membres, Aff. Sec. de l'UA	Court, moyen terme	Processus en cours	Le projet sera communiqué aux des organes de l'UA, pour adoption
	UA, UNODC, WADA, IOC, CSSA	Court, moyen terme		

<b>Décision : EX/CL/Dec.49(III) – La 1<sup>ère</sup> Session de la Commission du Travail et des Affaires sociales</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Suivi de la mise en œuvre	UA, BIT, UNICEF, IOM, CICR, HCR, Save the Children	Immédiat et en cours	Il a été rappelé aux Etats membres et partenaires de donner leur avis sur la question Une réunion du Comité sur des avis à donner sur la question	Avis attendus/suivi nécessaire
Participer aux jeux panafricains	UA, Etats membres CSSA	Immédiatement	Réalisé (52 pays y ont participé)	Evaluation nécessaire
Elaboration d'un cadre stratégique et social pour l'Afrique	UA, Affaires sociales, BIT et autres partenaires, Comité tripartite sur le cadre stratégique social	Immédiatement	Les consultants recrutés pour élaborer les rapports nationaux et régionaux. Le Consultant devra élaborer le cadre stratégique et social sur la base des rapports régionaux. Ce projet est communiqué aux diverses parties prenantes pour contribution	L'action se poursuit. Le projet du cadre stratégique et social sera soumis aux organes compétents de l'UA pour adoption
Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils ratifient la Charte africaine sur l'Enfant et fournir au Comité de coordination les ressources nécessaires qui lui permettent d'exécuter efficacement son mandat	Affaires sociales/UA Comité/Enfant africain	Immédiatement	Des ressources financières ont été prévues au budget. La structure de l'UA a été dotée d'un secrétaire pour le Comité. Le Comité commence à avoir de la notoriété.	Nécessite davantage de soutien dans le domaine notamment des capacités humaines
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>				
Décision : EX/CL/Dec.49 (III) – LA 1 <sup>ère</sup> session de la Commission du Travail et des Affaires sociales				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Promouvoir la création d'emplois	UA, Etats membres, BIT, etc.	Immédiatement	Encours. Cette décision est l'un des objectifs du Sommet extraordinaire sur l'emploi et la réduction de la pauvreté en sept.2004	Intensifier les efforts Suivi nécessaire
Veiller à ce que le Tripartisme soit pris en compte dans le règlement intérieur des Comités techniques spécialisés	Aff. S/UA, Etats membres, Comité tripartite sur le Règlement intérieur	Immédiatement	Processus en cours	Suivi nécessaire. Tripartisme applicable aux questions relatives au travail seulement
Elaborer le Plan d'action sur la Famille	UA, Etats membres et partenaires	Immédiatement	Processus en cours. Le projet a été examiné par le Consultant et les Experts	Le projet a été soumis à la prochaine Session de la Commission du Travail et des Affaires sociales pour adoption
<b>Décision : EX/CL/Dec. 50 – 1<sup>ère</sup> session ordinaire de la Conférence des Ministres africains de la Santé de l'UA</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
L'UA, en collaboration avec le bureau de la Conférence ministérielle devra coordonner, suivre et superviser la mise en œuvre des recommandations y compris la convocation d'une réunion en 2003/2004 du Forum africain d'élaboration et d'harmonisation des droits de l'homme pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, la Tuberculose et autres maladies infectieuses connexes	Aff S/UA, Département politique, CSSDCA, Etats membres et partenaires	Court et moyen terme	Les programmes sont élaborés en collaboration avec les partenaires concernés	Suivi nécessaire
L'UA devra organiser des réunions de la Conférence des ministres africains				

de la santé une fois tous les deux ans et en faire régulièrement rapport	Aff. Soc./UA, Etats membres et partenaires	Moyen terme	La conférence sera convoquée en 2005 au Botswana	Les programmes préliminaires sont en cours d'élaboration
L'OMS, l'UNICEF, l'ONUSIDA, la CEA, le FNUAP, le CICR, OIM, le GFTAM et autres organes des Nations unies et les organisations inter-gouvernementales et non-gouvernementales devront continuer à soutenir les activités du secteur de la santé en Afrique	Les mêmes organisations	Court, moyen et long terme	Processus en cours	Suivi nécessaire

**AFFAIRES SOCIALES****Décision : EX/CL/Dec.50 – 1<sup>ère</sup> Session ordinaire de la Conférence des Ministres africains de la Santé de l'UA**

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Les CER devront créer des centres de santé et des Affaires sociales en vue de coordonner les programmes de santé et des Affaires sociales et les activités entre les Etats membres en collaboration avec les partenaires et en faire rapport tous les deux ans	CER, UA, OMS	Court, moyen et long terme		
Les Etats membres devront allouer des Fonds pour une mise en oeuvre effective des recommandations et apporter leur appui à la mise en oeuvre d'initiatives de Santé et des partenariats appropriés tel que le NEPAD, le GFATM, « Faire reculer » le paludisme, le Partenariat international contre le SIDA en Afrique (IPAA), Eradiquer la Tuberculose, l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI), Eradiquer la Polio en Afrique	Etats membres, UA et OMS, UNICEF, FNUAP, UNADIS	Court, moyen et long terme	Mise en oeuvre partielle dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes nationaux et mondiaux	Nécessité d'intensifier les efforts

**Décision : EX/CL/Dec.62(III) – Jeunesse et Sport en Afrique**

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
Renforcer la Coopération/collaboration entre tous	Etats membres, AS/UA, HR&ST, CSSA, Comité olympique	Court et long terme	Au cours de l'examen de cette décision, les organes spécialisés de l'UA ont renforcé la CSSA	Nécessité d'intensifier les efforts
Elaborer une politique commune pour promouvoir le sport	Même chose ci-dessus	Court et moyen terme	L'UA devra contacter les Etats membres qui s'occupent de la question et la CSSA devra discuter des prochaines mesures	Des mesures devront être prises
L'UA devra faire rapport de la mise en oeuvre	Etats membres, UA, CSSA	Court et moyen terme	Les Etats membres devront être saisis pour avis	Suivi nécessaire
Créer un Comité consultatif national sur le sport et l'éducation physique	UA, Etats membres	Court, moyen et long terme	Les Etats membres devront être saisis pour la mise en place du Comité et en faire rapport	Suivi nécessaire

**AFFAIRES SOCIALES****Décision : EX/CL/Dec.62(III) – Les sports et les jeunes en Afrique**

Activités	Département concerné	Délais d'exécution	Etat de mise en oeuvre	Observations
-----------	----------------------	--------------------	------------------------	--------------

Comblent les lacunes dont souffre l'Afrique dans le domaine du sport	Etats membres, Aff. S/UA, HR&ST, CSSA, Ctté olympique	Court/long terme		
<b>Décision : EX/CL/Dec.63 (III) – Rapport mondial sur la violence et la santé</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délai d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Les Etats membres devront développer et mettre en œuvre le Plan d'action sur la prévention et autres recommandations	Etats membres, A/S UA, OMS, CICR	Court et moyen terme	Sensibilisation en cours, l'OMS conduit la mise en œuvre	Suivi nécessaire
Faire rapport au prochain Conseil exécutif	Affs.UA, Communauté internationale et Etats membres	Court terme	Le rapport sera élaboré lors que l'on recevra les avis	Suivi nécessaire
Prie la Communauté internationale de collaborer avec les Etats membres pour la promotion, l'égalité entre les hommes et les femmes et l'équité sociale	Etats membres A/S UN & WGD, OTTS, CICR	Court terme	Processus déjà en cours	Supervision nécessaire
Les Etats membres devront faciliter l'action coordonnée pour toutes les victimes des conflits armés et de la violence intense pour avoir accès à l'assistance et aux soins	Etats membres, A/S UA, Paix et sécurité, OMS, CICR, HCR	Court et moyen terme	Des contacts ont été pris avec les Etats membres et les partenaires sur les mesures à prendre dans le cadre du suivi	Suivi et avis nécessaires
Les Etats membres devront déclarer l'année 2005 (« Année africaine pour la prévention de la violence ») afin de développer et de coordonner les politiques et les activités de prévention	A/SUB, OMS, CICR	Court terme	Des plans devront être élaborés en collaboration avec les partenaires concernant la campagne de sensibilisation	Suivi nécessaire
<b>Décision : EX/CL/Dec.64 (III) – Eradication de la Polio d'ici l'an 2005, en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Les Etats membres devront s'assurer que la totalité des enfants sont vaccinés au cours des campagnes de vaccination contre la polio	Etats membres, A/S UA, OMS, UNICEF, Rotary international, Centre de lutte contre les maladies	Immédiatement/Moyen terme	Intensification des campagnes de sensibilisation et des couvertures de vaccination	Il est important d'intensifier les efforts en 2004 car tout porte à croire que la polio est en train de reprendre dans les pays où elle avait été enrayerée
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>				
<b>Décision : EX/CL/Dec.64(III) – Eradication de la Polio d'ici l'an 2005 en Afrique</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>
Maintenir la surveillance et améliorer les services de vaccination et autres services compétents	Etats membres, A/S UA, OMS, UNICEF, Rotary interne, Centre de lutte contre les maladies	Long terme	Processus encours	Supervision et surveillance nécessaires
Allouer les ressources nécessaires (soit 267 millions de \$EU en 2003-2005) et demander l'aide des partenaires	Etats membres, A/S UA, OMS, UNICEF, Rotary interne, Centre de lutte contre les maladies	Court/moyen terme	La mobilisation de ressources est une activité en cours menée par l'OMS, l'UNICEF et Rotary International	Les efforts devront être soutenus
Faire rapport chaque année aux organes de l'Union africaine	AS/UA et partenaires	Court terme	Le rapport a été présenté au Conseil exécutif en mars 2004	Suivi et Sensibilisation plus accrus nécessaires
<b>Décision : EX/CL/Dec.65(III) – Dixième anniversaire de l'Année internationale de la Famille (AIF)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etats de mise en oeuvre</b>	<b>Observations</b>

Les Etats membres devront se préparer à célébrer le 10ème anniversaire de l'AIF en 2004	AS/UA, Etats membres et partenaires	Court terme	Il a été rappelé aux Etats membres de célébrer la journée de l'AIF. Ils ont été exhortés à prévoir des activités à cet effet	Suivi nécessaire
La Commission de l'UA devra élaborer un Plan d'action sur la Famille en Afrique	AS/UA, UNICEF, FNUAP, OMS	Court terme	Projet élaboré par un Consultant par une réunion d'Experts	Draft examiné sera présent aux différents organes de l'UA pour adoption
Rapport au Conseil exécutif	Affaires./sociales	Court terme	Sera fait en juillet 2004	Les Etats membres, l'UA présenteront la position commune de l'Afrique au 10 <sup>ème</sup> Anniversaire et au Sommet de la Famille

<b>COMMERCE ET INDUSTRIE</b>				
<b>Décision : Assembly/AU/Decl.4(II)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Le Président de la Conférence en consultation avec la Commission devra, compte dûment tenu de la représentation régionale, mettre en place une équipe de négociations chargées de négocier au nom des Etats membres les questions fondamentales en cours à l'OMC	Commerce et Industrie	Juillet – Septembre 2004	Les négociations ont été mises en place à Cancun au sein du groupe de négociation de l'UA, des ACP et des PMA ; Se référer à présent au G90. La composante africaine était conduite par le Ministre du Commerce de Maurice	En conclusion de cette stratégie, les questions d'intérêt majeur pour l'Afrique ont été reportées à la 5 <sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun – Mexico, ce qui a contribué, entre autres, à l'échec des négociations
<b>Décision : Assembly/AUDecl.5(II)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Départements concernés</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
La Commission de l'UA a été mandatée pour coordonner, contrôler et harmoniser les efforts des CER et des Etats membres concernés lors des négociations des APE avec l'UE et mettre en place un mécanisme approprié de coopération et de coordination entre le COREP à Addis-Abeba, les Groupes africains des Ambassadeurs et les négociateurs à Bruxelles et à Genève ainsi qu'avec les capitales concernées des Etats membres	Commerce et Industrie	Juillet 2003-Juin 2004	La Commission assure la supervision du déroulement des négociations mais elle n'a pas été en mesure d'harmoniser les efforts des CER concernés et des Etats membres parce que la Commission ne participe directement ni aux consultations qui se tiennent avant les négociations, ni à la formulation de la feuille de route des négociations. C'est parce que les pays et les CER concernés traitent directement avec la Commission de l'Union européenne.  La Commission de l'UA a rédigé en vue des négociations avec les CER, un Protocole d'Accord permettant de faciliter le contrôle et la coordination. Le Protocole d'Accord n'est pas encore achevé pour sa mise en œuvre opérationnelle  La mise en place du Sous-Comité du COREP visant à faciliter le suivi et la coordination entre Addis-Abeba, Bruxelles, Genève et les capitales n'est pas encore réalisée étant donné que les termes de référence de ce Sous-Comité n'ont pas encore été finalisés par le COREP	La Commission n'a pas été en mesure d'harmoniser les efforts des CER et des Etats membres concernés parce que la Commission ne participe pas directement aux consultations de pré-négociations et à la formulation de la feuille de route des négociations étant donné que les pays traitent directement avec la Commission européenne. La Commission n'est pas toujours invitée aux réunions de négociations
<b>Décision : Assembly/AU/Decl.5(II)</b>				
<b>Activités</b>	<b>Département concerné</b>	<b>Délais d'exécution</b>	<b>Etat de mise en œuvre</b>	<b>Observations</b>
Créer un Mécanisme conjoint de suivi UA/UE comprenant les divers groupes de négociations régionaux africains/CER	Commerce et Industrie	Juillet 2003 à Juillet 2004	La Commission de l'UA a formulé et partagé le projet de Protocole d'Accord avec l'étude conjointe de la Commission européenne. La question a été soulevée à plusieurs rencontres et niveaux avec les responsables de la CE jusqu'à la présidence de la CE par le Président de la Commission de l'UA	La Commission européenne fait savoir qu'elle n'a pas d'objection à ce que la Commission de l'Union africaine participe aux réunions de négociations comme il a été fait remarquer, mais elle insiste sur le fait qu'elle préfère que le rôle de coordination et de contacts avec la Commission européenne soit



**AFRICAN UNION UNION AFRICAINE**

**African Union Common Repository**

**<http://archives.au.int>**

---

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

---

2004

# Status of implementation of Maputo and Addis Ababa Decisions

African Union

African Union

---

<http://archives.au.int/handle/123456789/4479>

*Downloaded from African Union Common Repository*